



**Communiqué de presse  
Le 15 décembre 2015**

## **L'AFD soutient 9 nouveaux projets d'OSC françaises pour un montant de près de 8,7 M d'euros**

Le Comité spécialisé du Conseil d'Administration de l'AFD pour l'appui aux initiatives des ONG s'est réuni le 15 décembre 2015. Il a approuvé l'attribution des subventions suivantes :

### **CCFD TS - Le commerce équitable, un outil de développement local au service des communautés rurales du Liban**

Subvention de 299 013 euros (soit 50% du budget total) sur trois ans au Comité catholique contre la faim et pour le développement – Terre solidaire (CCFD-TS) et ses partenaires, l'association Fair Trade Lebanon et la fédération Artisans du Monde, pour renforcer la filière commerce équitable au Liban. Cet appui permettra de poursuivre le développement du commerce équitable dans le pays en accompagnant la production de 16 groupements de producteurs et la promotion de leurs produits tant au Liban qu'en France avec le réseau Artisans du Monde. Ce projet permettra de renforcer les capacités de production de 530 petits producteurs libanais et d'améliorer leurs conditions de vie et de travail dans le respect des normes du commerce équitable. Il vise aussi à développer l'éducation, l'information et la communication sur le commerce équitable libanais au niveau national, comme en France. Par ailleurs, les acteurs libanais du commerce équitable seront renforcés dans leur représentativité et leurs relations tant avec les pouvoirs publics libanais qu'avec d'autres partenaires intéressés par le commerce équitable. Cette seconde phase d'appui de l'AFD contribuera à accompagner les bénéficiaires (les unités de production ainsi que Fair Trade Lebanon) et les structures (SA Fair Trade and Tourism Lebanon et la coopérative faïtière) vers la durabilité de la filière.

### **Coordination SUD - Pour une transversalisation du genre au sein des organisations de solidarité internationale**

Subvention de 662 957 euros (soit 80% du montant total du projet) sur trois ans à Coordination Sud et son partenaire le F3E pour accompagner les ONG françaises vers une meilleure prise en compte des questions de genre dans leur fonctionnement et leurs activités. L'objectif est de renforcer les capacités des ONG dans ce domaine et de transversaliser cette thématique dans le plaidoyer politique de la plateforme et de ses 148 associations membres. Cet appui permettra de dresser un état des lieux des initiatives et des pratiques existantes d'intégration de l'approche genre, pour comprendre les résistances à la prise en compte du genre dans les organisations ; de former et diffuser la culture genre dans le milieu de la solidarité internationale ; de proposer un accompagnement institutionnel

aux ONG volontaires pour accroître l'égalité femmes/hommes dans leur gouvernance et l'ensemble de leurs modes de faire ; et enfin de transversaliser le genre au sein des structures qui portent le projet et leurs activités (publications, curriculum de formation, etc.) et leurs réseaux de plaidoyer. Une ONG intéressée pour améliorer la prise en compte du genre pourra désormais solliciter un appui pour former son personnel (75 bénéficiaires prévus), un accompagnement institutionnel (6 ONG ciblées) ou de projet (20 projets FISONG ciblés). Un nombre plus large d'ONG pourra bénéficier des ateliers d'échanges de pratiques et des outils diffusés. Ce projet est la première étape pour initier une dynamique de changement qui nécessitera du temps et de la conviction afin d'atteindre une masse critique d'ONG françaises.

### **Secours Populaire Français - Améliorer la nutrition infantile dans quatre communes du Sud-Bénin**

Subvention de 329 698 euros (soit 50% du montant total du projet) sur trois ans au Secours Populaire Français (SPF) pour un projet visant à améliorer l'état nutritionnel et sanitaire des enfants des familles rurales des communes d'Adjohoun, de Bonou, d'Adjarra et de Sakété du Sud-Bénin. Le SPF en partenariat avec le Conseil des activités éducatives du Bénin (CAEB), ONG béninoise, amèneront les parents à prendre les bonnes décisions et à intervenir dans les domaines nutritionnel, éducatif, sanitaire et agricole pour leurs enfants. Ce partenariat entend également promouvoir un rôle égalitaire entre les femmes et les hommes dans la prise de décision pour la pérennisation des actions du projet. 330 000 personnes seront ainsi sensibilisées à la lutte contre la malnutrition infantile grâce à la mobilisation des radios locales. Le projet améliorera chaque année l'état nutritionnel de 2000 enfants âgés de 0 à 5 ans et aidera 840 familles à améliorer la ration alimentaire de leurs jeunes enfants. 4500 enfants âgés de 0 à 5 ans auront bénéficié d'une amélioration de leur état nutritionnel au terme du projet.

### **RSF - Promouvoir la gouvernance démocratique et le développement à travers la défense de la liberté de l'information**

Subvention de 1 341 479 euros (soit 55% du montant total du projet) sur trois ans à l'association Reporters sans frontières (RSF) pour une convention programme dont l'objectif principal est d'assurer deux droits fondamentaux de tout individu : celui d'informer et d'être informé. Il vise au développement du réseau de partenaires et de correspondants RSF (identification de nouveaux correspondants et partenaires, enquêtes de terrain dans les pays), au renforcement des actions de plaidoyer et de dénonciation publique des exactions commises contre la liberté de l'information (documentation, communiqués, rencontres avec les autorités, campagnes de sensibilisation) et au soutien et la protection des journalistes (fonds de soutien aux journalistes en exil, formations, apports matériels). Ce projet permettra à RSF de renforcer la stratégie de son organisation mais également de gagner en efficacité et réactivité dans ses activités quotidiennes (sensibilisation, plaidoyer, dénonciation, protection des journalistes, expertise juridique).

### **CCFD-TS – Accompagner des populations indigènes en Indonésie dans la gestion des ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique**

Subvention de 352 800 euros (soit 50% du montant total du projet) au CCFD – TS sur trois ans pour un projet visant à appuyer les populations indigènes de deux communautés de l'Ouest-Kalimantan en Indonésie pour une gestion des ressources naturelles basée sur les connaissances locales et des mesures d'atténuation et d'adaptation au dérèglement climatique. En partenariat avec l'Institut Dayakologi, le projet intervient auprès du peuple Dayak, une population autochtone qui vit traditionnellement de la culture du riz et plus récemment de l'exploitation forestière, mais dont la

culture est menacée par la déforestation due essentiellement aux plantations de palmiers à huile. L'objectif est de renforcer la gestion des ressources naturelles par ces populations autochtones afin de lutter contre les effets du changement climatique, tout en améliorant la sécurité alimentaire et plus généralement le niveau de vie des Dayaks. Le nombre de bénéficiaires directs est évalué à plus de 40 000 personnes.

### **Aide et Action – Renforcer les organisations de la société civile et de la jeunesse guinéennes**

Subvention de 3 241 266 euros (soit 75% du montant total du projet) sur trois ans et demi pour appuyer le Programme concerté de renforcement des organisations de la société civile et de la jeunesse guinéennes (Projeg). Ce programme rassemble 151 organisations de la société civile guinéenne et française et plusieurs ministères dont le MAEDI, le ministère guinéen de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministère de la Jeunesse et l'Emploi et le ministère des Mines et de la Géologie et des élus locaux de plusieurs régions. Actif en Guinée depuis 2008, ce programme a contribué au renforcement institutionnel de la société civile guinéenne ainsi qu'à sa capacité d'intervention dans les politiques publiques. Cette troisième et dernière phase marque le désengagement du programme. Dans cette perspective, l'accent est mis sur la pérennisation des dynamiques qu'il a impulsées depuis ces sept dernières années, aussi bien sur les questions minières, de gestion et transparence des ressources publiques, de la jeunesse, des droits de l'Homme et de la gouvernance de la société civile que sur les modalités de concertation pluri-acteurs. Cette dernière phase prévoit également une étude d'impact qui permettra de tirer des enseignements sur les apports des Programmes concertés pluriacteurs (PCPA) en matière de structuration de la société civile et de dialogue citoyen dans des pays dits fragiles.

### **Inter Aide – Améliorer la scolarisation primaire dans les zones rurales isolées en Haïti**

Subvention de 1 175 000 euros (soit 48,5% du montant total du projet) sur quatre ans à Inter Aide pour un projet visant à améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement primaire en milieu rural isolé en Haïti. Il est mis en œuvre dans quatre communes : Petit-Goâve, (département de l'Ouest), Côtes de Fer (département du Sud), Hinche et Cerca la source (département du centre). L'objectif est de soutenir et renforcer la dynamique de scolarisation et de permettre aux enfants d'accéder à une éducation de qualité. Le projet s'articule autour de trois volets : la structuration de l'école, notamment autour d'un comité de parents, la formation de l'ensemble de la communauté éducative (parents, comité, maître, directeur) et le renforcement des équipements (stocks de manuels, matériel pédagogique, mobilier, voire infrastructures). Le projet permettra d'accompagner 12 350 élèves dans 95 écoles.

### **Starting Block - Sensibiliser ENSemble : un réseau coopératif de ressources pour l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité**

Subvention de 528 000 euros (soit 38 % du budget global du projet) sur trois ans, pour un projet visant à mettre en œuvre les activités d'éducation au développement et à la solidarité internationale (EAD-SI) de l'association Starting Block et de son réseau SENS (Sensibiliser Ensemble), qui réunit 73 associations de solidarité internationale réparties sur tout le territoire national et représentant 4500 jeunes. Starting Block est une association d'éducation populaire qui mène des actions d'éducation à la citoyenneté internationale « par les jeunes, vers les jeunes ». Le programme est construit autour de trois axes : concevoir et mettre en œuvre des animations et formations en EAD-SI et mettre des ressources pédagogiques à disposition de l'ensemble des acteurs éducatifs ; animer et accompagner les associations de jeunes du réseau SENS dans la mise en œuvre de leurs actions d'EAD-SI ; sensibiliser de nouveaux acteurs pour diffuser la démarche d'EAD-SI auprès de publics élargis. Les

animations se déroulent en partenariat avec des acteurs locaux : collectivités territoriales, établissements scolaires et universitaires, maisons de jeunes et de la culture, foyers de jeunes travailleurs... Plus de 9000 jeunes devraient être impliqués dans les actions de sensibilisation du programme.

### **Secours Populaire Français - Renforcer la résilience de la jeunesse palestinienne à Jérusalem-Est et sa mobilisation autour d'initiatives citoyennes et solidaires**

Subvention de 764 664 euros sur trois ans aux partenaires Secours Populaire Français et Medical Relief Society pour leur action auprès de la jeunesse de Jérusalem Est dans les écoles et les quartiers de la ville. L'action conjointe de ces deux associations partenaires depuis 1978 a évolué de l'accès aux soins de santé primaire vers de la formation au secourisme et l'éducation à la santé en milieu scolaire. Désormais ils se mobilisent pour renforcer l'implication des jeunes au sein de leurs écoles et de leurs communautés, ainsi que leurs capacités à prendre en charge certaines questions sanitaires, à réfléchir et faire évoluer les pratiques et les comportements sociaux. Medical Relief Society intervient dans 55 écoles de Jérusalem Est réparties dans 22 quartiers pour appuyer et co-animer des comités scolaires dans les écoles et des comités de jeunes dans les quartiers, qui toucheront 42 000 élèves.



Communiqué de presse  
Le 27 octobre 2015

## **L'AFD soutient 19 nouveaux projets d'OSC françaises pour un montant de 14,4 millions d'euros**

Le Comité spécialisé du Conseil d'Administration de l'AFD pour l'appui aux initiatives des ONG s'est réuni le 27 octobre 2015. Il a approuvé l'attribution des subventions suivantes :

### **Solthis - Renforcer les capacités des usagers pour une meilleure prise en charge du VIH en Sierra Leone**

Subvention de 743 994 euros (soit 50% du budget total) sur 3 ans à Solidarité thérapeutique et initiatives pour la santé pour un projet visant à appuyer la société civile en Sierra Leone dans sa prise en charge des personnes vivant avec le VIH. Ce projet comprend un renforcement institutionnel et un renforcement de capacités de différents acteurs concernés afin de développer des soins de qualité et orientés vers le patient. Au niveau communautaire, il s'agit d'appuyer Nethips, un réseau national de personnes vivant avec le VIH, ainsi que des groupes de soutien aux patients. Le projet prévoit aussi d'accompagner 12 établissements de santé ainsi que les autorités nationales et régionales. Les bénéficiaires finaux seront les 4 600 personnes actuellement sous antirétroviraux dans les établissements suivis par le projet et les 58 000 personnes vivant avec le VIH en Sierra Leone.

### **Plan international France - Eradiquer le travail des enfants et les violences associées dans les mines de Tanzanie.**

Subvention de 750 000 euros (soit 41,6% du budget total) sur 3 ans à Plan international France pour un projet d'éradication des pires formes de travail et violences associées faites aux enfants dans les zones minières de Geita en Tanzanie. Le projet vise à renforcer le système de protection des enfants au niveau du district, des circonscriptions et des villages. Il assurera une sensibilisation des garants des droits des districts et des acteurs du secteur minier afin de faire respecter la législation existante concernant les droits des enfants. Il apportera un soutien à des enfants de 5 à 13 ans dans l'accès ou la réintégration de l'école. Le projet prévoit aussi d'améliorer la sécurité économique des foyers les plus vulnérables afin de prévenir le travail des enfants. Enfin les communautés et les fournisseurs de services de santé seront formés en matière de droits et santé sexuelle et reproductive en vue d'adopter des mesures préventives. Environ 240 000 jeunes de moins de 18 ans bénéficieront du projet.

## **Peuples Solidaires - Faire progresser les droits des femmes au travail dans les pays en développement**

Subvention de 209 746 euros (soit 49% du budget total) sur 3 ans à Peuples Solidaires pour un projet d'éducation au développement visant à renforcer les droits des femmes au travail dans les pays en développement. Le projet déploiera trois types d'activités : des actions de renforcement des associations de femmes et syndicats du Sud (notamment au Bangladesh, Pakistan, Inde, Tunisie, Ghana, Chine, Ouganda...) pour la défense des droits des femmes au travail ; des actions de sensibilisation de l'opinion française ; des actions de plaidoyer au niveau national et international. Ce projet se déploiera sur tout le territoire français, grâce au réseau de Peuples Solidaires et à ses nombreux partenaires et relais (ONG, syndicats, associations féministes, think tanks, médias). Au Sud, il s'appuiera sur le réseau d'ONG ActionAid International. Les différentes actions entreprises devraient notamment permettre de lancer six appels urgents et recueillir 180 000 signatures, d'accompagner dix associations de femmes du Sud dans leur démarche de défense des droits (7000 femmes bénéficiaires directes), de former plus d'une cinquantaine d'associations et syndicats à la problématique genre, de toucher plusieurs centaines de milliers de citoyens via les outils de sensibilisation (campagnes de presse, festivals, animations de rue, événements associatifs et syndicaux...).

## **Frères des Hommes - La Pépinière de la solidarité internationale : un dispositif d'accompagnement et de promotion de l'engagement citoyen**

Subvention de 515 593 euros (soit 38% du budget total) sur 3 ans à Frères des Hommes pour un projet d'éducation au développement visant à consolider et déployer le dispositif Pépinière de la solidarité internationale mis en place par Frères des Hommes depuis 2013. Il consiste à accueillir des citoyens ayant un projet de solidarité internationale, les aider à le formuler et le construire, les former, leur proposer un tuteur et une association du Sud partenaire de Frères des Hommes qui pourra accueillir et suivre le projet sur le terrain ; puis, une fois le projet abouti, à mettre en place des actions de capitalisation et de communication afin de promouvoir la solidarité internationale auprès du grand public. A travers ses différentes composantes, le projet Pépinière devrait notamment permettre d'accueillir 900 porteurs de micro-projets de solidarité internationale, de mener à leur terme 170 micro-projets qui devraient atteindre 12 000 bénéficiaires directs au Sud, de toucher 500 000 à 800 000 personnes à travers les différentes actions de sensibilisation du public (événements locaux, campagne nationale, relations presse...).

## **FIDH - Mobilisation de la société civile tunisienne dans la promotion des droits humains et des réformes démocratiques**

Subvention de 405 482 euros (soit 50 % du budget total) sur 3 ans à la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) pour un projet visant à accompagner la société civile tunisienne dans la promotion des droits humains et des réformes démocratiques en Tunisie. Il s'agit de fournir à plusieurs associations tunisiennes les moyens d'accompagner les défis de la transition démocratique, notamment en matière de respect des droits de l'Homme, et à amener les autorités tunisiennes à s'engager et à prendre des initiatives politiques, législatives et institutionnelles en faveur de ces droits. Le projet vise à encourager l'effectivité des droits et à lutter contre l'impunité des violations des droits humains, accompagner les victimes de violations dans leur quête de justice, plaider en

faveur du développement d'un corpus juridique protecteur et contribuer aux réformes législatives nécessaires à la consolidation de la démocratie. Il cible principalement les défenseurs des droits humains, les organisations de la société civile tunisienne, les victimes de violations des droits, les magistrats, les avocats, les décideurs, les journalistes tunisiens, et les mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits humains. Le projet est mené conjointement avec trois organisations partenaires tunisiennes : l'Association tunisienne des femmes démocrates, le Forum tunisien des droits économiques et sociaux et le Réseau Doustourna.

### **GRDR : Accompagner la gouvernance citoyenne dans le bassin du fleuve Sénégal**

Subvention de 1 169 165 euros (soit 44% du montant total du projet) sur 3 ans au Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (GRDR) qui accompagne les dynamiques de développement induites par la migration dans une triple logique « migration, citoyenneté, développement ». Ce projet qui fait suite à un programme de 4 ans porte sur l'accompagnement des initiatives de développement local sur le bassin du fleuve Sénégal (Mali, Mauritanie et Sénégal). Il vise à accompagner les instances élues des collectivités qui, avec leurs citoyens et leurs partenaires de coopération, initient des processus participatifs de développement local durable, adaptés aux enjeux territoriaux et utiles à l'élaboration des politiques publiques. Les groupes ciblés sont les autorités locales, les agences institutionnelles d'appui à la décentralisation et au développement local, ainsi que les organisations socio-professionnelles et les acteurs économiques des 14 territoires pilotes. Au total, 1,2 million d'habitants des trois pays concernés seront directement ou indirectement bénéficiaires de ce projet.

### **Association la Voûte nubienne : Renforcement de la filière d'un habitat adapté en Afrique de l'Ouest**

Subvention de 450 000 euros (soit 44,3% du montant total du projet) sur 4 ans à l'association Voûte Nubienne pour un projet de renforcement de la filière de l'habitat adapté au Bénin et au Ghana via la diffusion du concept « voûte nubienne » et le renforcement de son marché. L'objectif est de contribuer à renforcer les économies locales et la création d'emploi, améliorer le cadre de vie, et réduire l'impact du changement climatique en garantissant l'accès pérenne des populations à un habitat durable, adapté et confortable, à très faible empreinte carbone. Le projet s'articule autour de trois volets : « un toit », avec la sensibilisation des populations et des acteurs institutionnels et la formation d'artisans maçons ; « un métier », avec la formation technique et entrepreneuriale de tous les acteurs de la filière et la réalisation de travaux de recherches et d'études techniques et de capitalisation ; « un marché », avec la mise à disposition de mécanismes financiers de crédits et l'intégration institutionnelle du concept de la voûte nubienne tant sur le plan technique que réglementaire. 146 chantiers seront ainsi mis en œuvre pour 21 800 bénéficiaires.

### **IRAM - Appui aux acteurs et au développement de la filière bovine au Tchad**

Subvention de 153 465 euros (soit 34,5% du budget total) sur 2 ans à l'Institut de recherche et d'applications des méthodes de développement (IRAM) pour un projet visant à appuyer la filière bovine dans l'Est du Tchad. Avec 14 à 20% du PIB national sur les dix dernières années, ce secteur est capital pour le pays. Le projet permettra notamment de finaliser un

plan de développement de la filière bovine, en concertation avec les professionnels de la filière et les autorités locales. Il comporte aussi un volet important de renforcement de capacités des organisations professionnelles et l'organisation de rencontres interprofessionnelles afin que les différents acteurs comprennent mieux leurs rôles respectifs. Le projet prévoit enfin la construction d'infrastructures en concertation étroite avec les parties-prenantes. Il s'appuie sur la Fédération régionale des agropasteurs du Ouaddaï (FRAPO), à la fois acteur et bénéficiaire du projet, INADES Formation Tchad, une ONG tchadienne et l'Union nationale des maisons familiales et rurales (UNMFR), qui apportera son appui au dispositif de formation professionnelle. Le nombre total de bénéficiaires directs est estimé entre 3000 et 4000 personnes.

### **Equilibres et Populations - Mobilisation en faveur des droits et de la santé sexuels et reproductifs en Afrique de l'Ouest**

Subvention de 984 380 euros (soit 49,5% du budget total) sur 2 ans et demi à Equilibres et Populations pour un projet visant à améliorer les droits et la santé sexuels et reproductifs, en particulier l'accès à la contraception, des femmes et adolescentes dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal), au moyen du renforcement d'un réseau d'OSC locales « l'Alliance Droits et Santé ». Le projet prévoit notamment l'élaboration de stratégies de plaidoyer nationales en faveur des droits et à la santé sexuelle et reproductive. Il permettra d'accompagner les OSC membres de l'Alliance droits et santé via un renforcement de capacités techniques et un coaching personnalisé. Enfin, une vingtaine de personnalités engagées en faveur des femmes et des adolescentes seront identifiées par pays pour apporter leur témoignage. Ces récits de vie concrets seront diffusés sur un site internet et au travers d'émissions radiophoniques. En améliorant à la fois leurs droits et leur santé, le projet devrait bénéficier à l'ensemble des femmes et des filles des cinq pays concernés.

### **CARE - Renforcement de la qualité de l'éducation préscolaire et primaire au Maroc**

Subvention de 737 909 euros (soit 50% du budget total) sur 3 ans à CARE France pour un projet visant à contribuer à la généralisation et à l'amélioration de la qualité de l'éducation préscolaire et primaire. Il s'agit d'améliorer le niveau pédagogique et les infrastructures pour favoriser une éducation préscolaire équitable et de qualité pour tous. Le projet entend favoriser une plus grande implication des parents, notamment les mères, dans l'éducation de leurs enfants à travers le renforcement de leurs capacités, de leur représentation et de leur voix auprès des prestataires de services éducatifs (écoles primaires publiques, établissements préscolaires informels). Enfin le projet permettra de développer un modèle de gestion redevable pour l'éducation préscolaire et primaire au Maroc et contribuer à sa formalisation institutionnelle. Le public visé concerne les enfants les plus défavorisés (6850 enfants vulnérables scolarisés dans 36 écoles primaires et 26 établissements préscolaires) afin de contribuer à diminuer les abandons scolaires et augmenter leur chance de réussite scolaire, notamment celle des filles.

### **IECD – Entrepreneuriat en milieu rural : formation et insertion des jeunes en Afrique sub-saharienne**

Subvention de 1 590 000 euros (soit 54,3% du budget total) sur 3 ans à l'Institut européen de coopération et de développement (IECD) pour un programme visant à améliorer



l'insertion socio-économique des jeunes en milieu rural au Cameroun, en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo. Il s'agit de renforcer le dispositif de formation des jeunes en milieu rural, de créer un cadre éducatif innovant avec une forte implication des parents d'élèves et de renforcer le tissu entrepreneurial agricole. Le programme s'adresse directement à 5890 personnes (respectivement 3260 jeunes ruraux et 1800 exploitants agricoles) ainsi que 650 anciens élèves, 100 formateurs 80 administrateurs d'écoles familiales agricoles. Les familles et communautés villageoises des élèves et les actuels et futurs employeurs des jeunes formés sont également bénéficiaires de la diffusion des bonnes pratiques de production agricole enseignées et des qualifications techniques et managériales acquises. Le programme contribuera à diversifier la production, à revaloriser les jeunes au sein de leur famille et de leur communauté et à diminuer l'exode rural.

### **UNMFREO - Renforcer la formation des jeunes ruraux en Afrique de l'Ouest**

Subvention de 1 885 500 euros (soit 59% du montant total) sur 3 ans à l'Union nationale des maisons familiales rurales (UNMFREO) pour renforcer les mouvements des Maisons familiales et rurales (MFR) dans neuf pays d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, France, Madagascar, Mali, Maroc, Sénégal, Tchad, Togo). Ce programme, dans la continuité des appuis précédents, devra permettre le renforcement des Unions nationales des MFR dans différents domaines : gouvernance, ressources humaines, reconnaissance institutionnelle, ancrage territorial, plaidoyer et contribution aux politiques publiques de formation agricole et rurale. Sur le terrain, les Unions appuieront la création de nouvelles MFR, la structuration de leurs réseaux, le renforcement de leurs capacités pédagogiques, la consolidation de leur modèle économique. Un accent particulier sera mis sur les dispositifs d'insertion professionnelle des jeunes formés. Près de 15 000 jeunes devraient être formés, dont la moitié de filles. 130 MFR devraient être en place dans les neuf pays à l'issue du programme, qui bénéficiera à 174 administrateurs et salariés des Unions.

### **CCFD-TS – Appuyer les initiatives économiques pour une transformation écologique et sociale des territoires ruraux dans le Sahel et les Grands Lacs**

Subvention de 650 713 euros (soit 50% du montant total), sur 18 mois, au Comité contre le Faim et pour le développement – Terre solidaire (CCFD-TS) pour la première phase d'un programme visant la transformation écologique et sociale des territoires ruraux dans six pays d'Afrique sub-saharienne (Burkina Faso, Mali, Niger, Burundi, Rwanda, République démocratique du Congo). Ce programme a pour objectifs d'accompagner les initiatives d'agriculture durable de 13 partenaires locaux du CCFD, de favoriser le partage d'expériences, la mise en commun des connaissances et des pratiques, afin de fédérer ces initiatives locales en des mouvements collectifs et de soutenir des actions de plaidoyer afin d'influer sur les politiques publiques. L'enjeu est de parvenir à un changement d'échelle dans la transition écologique et sociale, à partir d'innovations techniques déjà pratiquées sur le terrain. Les actions soutenues seront des formations d'acteurs, des projets productifs (agroforesterie, agriculture de conservation, agriculture biologique, maraîchage, fourniture d'intrants, élevage...), des appuis à la commercialisation (appui aux filières, foires agricoles, stockage et valorisation des produits...), des échanges d'expériences (rencontres, voyages d'études...). Le programme travaillera directement avec environ 150 organisations paysannes, 830 leaders paysans, 10 000 exploitants agricoles (dont au moins 5000 femmes)

et bénéficiera de façon indirecte à environ 45 000 familles paysannes dans les six pays touchés.

### **CARI – Accompagner la société civile dans la lutte contre la désertification et la dégradation des terres en Afrique de l’Ouest et en France**

Subvention de 350 000 euros (soit 40,7% du montant total) au Centre d’actions et de réalisations internationales (CARI) pour un projet sur 3 ans visant la consolidation du Réseau Sahel désertification (ReSaD). Le ReSaD regroupe trois collectifs d’organisations actifs dans la lutte contre la désertification et la dégradation des terres : le Secrétariat permanent des ONG (SPONG) au Burkina Faso, le Comité national de coordination des ONG sur la désertification (CNCOD) au Niger, le Groupe de coordination des zones arides (GCOZA) au Mali. Ce projet prévoit des formations sur des sujets techniques, organisationnels ou méthodologiques ; la mise en place d’outils de communication et de partage d’informations (sites web pour chaque partenaire et pour le ReSaD, bases de données thématiques, répertoires d’acteurs) ; des actions de plaidoyer politique, dans chaque pays et au niveau international. Les collectivités locales seront impliquées dans les trois pays, avec l’objectif de développer cinq projets territoriaux de gestion durable des terres dans chaque pays. Les bénéficiaires directs du projet seront les 600 organisations membres des trois réseaux nationaux soutenus, ainsi que les 15 membres du partenaire français, le Groupe de travail désertification (GTD). Les collectivités locales impliquées dans le projet, ainsi que les services techniques déconcentrés et les chambres d’agriculture et les acteurs institutionnels locaux seront également bénéficiaires.

### **ATIA - Contribuer à réduire l’extrême pauvreté à Madagascar**

Subvention de 720 000 euros (30,9 % du budget total du projet) sur 3 ans à Asie Tana InterAide (ATIA) pour un projet visant à réduire l’extrême pauvreté de familles vivant dans les quartiers défavorisés des agglomérations d’Antananarivo, Antsirabe et Mahajanga. Ce projet qui fait suite à une première phase s’appuie sur une démarche holistique consistant à prendre en compte l’ensemble des facteurs amenant à la pauvreté, en travaillant à la fois sur l’insertion sociale, l’accès à la santé et à l’éducation. Il s’agit d’une part d’améliorer l’accès des familles aux soins, à l’éducation et aux services administratifs et d’autre part de renforcer cinq structures associatives locales qui mettent en œuvre les activités. 43 000 familles, soit 179 000 personnes devraient bénéficier directement du projet.

### **Positive Planet - Accès à la protection santé pour les travailleurs du secteur informel à Madagascar.**

Subvention de 426 302 euros (soit 50% du montant total du projet) sur 3 ans à Positive Planet (anciennement Planet Finance) pour un projet visant à améliorer l’accès à la protection santé pour les travailleurs du secteur informel dans six régions de Madagascar (Analamanga, Itasy, Vakinankaratra, Amoron’i’mania, Diana et Sava). Le projet repose sur l’accompagnement de trois mutuelles de santé et de la plateforme de services Zina, pour qu’elles soient en capacité d’étendre leur offre de protection santé via leur extension géographique, la diversification de leurs services, le renforcement de leur ancrage institutionnel et leur pérennisation. Le projet permettra ainsi à 15 964 adhérents et leur famille, soit environ 76 000 personnes d’accéder à une couverture santé. 266 prestataires de santé seront accompagnés. Associées au projet, les autorités malgaches pourront s’appuyer

sur ce retour d'expériences pour mettre en œuvre les politiques publiques de santé actuellement en discussion au niveau national.

### **1001 Fontaines - Accès à l'eau potable en milieu rural selon un modèle entrepreneurial au Cambodge**

Subvention de 900 000 euros (soit 41% du budget total) sur 4 ans à 1001 fontaines pour un projet d'entrepreneuriat social visant à développer les capacités de production d'eau potable (distribuée en bonbonnes de 20 litres) dans les zones rurales isolées au Cambodge. Des concessions sont octroyées à des petits opérateurs privés pour la gestion des sites de purification et de distribution de l'eau. Ces opérateurs versent ensuite une redevance à une plateforme de support qui fournit l'assistance technique et le suivi qualité, ce qui permet d'assurer la pérennité du système. Ce projet qui fait suite à une précédente phase permettra de viabiliser le réseau existant en créant 90 nouveaux sites de la plateforme et à assurer le passage à l'échelle du modèle, en augmentant significativement le nombre de bénéficiaires qui devraient s'élever à 700 000 à l'issue du projet.

### **CCFD-TS - Appuyer la pêche artisanale en Afrique de l'Ouest**

Subvention de 756 835 euros (soit 50 % du budget total) sur 3 ans au Comité catholique contre la faim et pour le développement – Terre solidaire (CCFD-TS) pour un projet visant à pérenniser la pêche artisanale dans les sept pays membres de la Commission sous régionale des pêches (Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Mauritanie, Sénégal, Sierra Leone). Dans cette région, la diminution significative des ressources halieutiques a des conséquences économiques et sociales néfastes pour les pêcheurs et entraîne des problèmes en matière de sécurité alimentaire. Le projet permettra de renforcer 45 organisations professionnelles de la pêche artisanale en formant les leaders des métiers de la pêche, du mareyage et de la transformation. Il permettra ainsi d'améliorer la cogestion des ressources halieutiques, d'appuyer le plaidoyer auprès des autorités publiques et d'améliorer la gouvernance interne au sein des organisations professionnelles.

### **ATD Quart Monde – Recherche-action sur la participation des plus pauvres au développement**

Subvention d'un million d'euros (soit 43,6% du montant total du projet) sur 3 ans à ATD Quart Monde Terre et Homme de Demain pour une démarche de recherche action visant à expérimenter, capitaliser et diffuser les conditions de la participation effective des plus pauvres au développement. En République centrafricaine et en Tanzanie, les équipes locales d'ATD poursuivront leur accompagnement quotidien auprès de 500 bénéficiaires directs et leur famille pour leur permettre d'accéder à l'éducation. Au niveau international, ATD pilotera des activités de réflexion et de capitalisation avec l'ambition de développer un indicateur de pauvreté pour évaluer l'impact des politiques de développement. Près de 3000 personnes en situation d'extrême pauvreté seront ainsi associées à ces travaux, contribuant lors d'universités populaires et selon la méthodologie du « croisement des savoirs ». Les travaux de cette recherche-action seront diffusés auprès de plus de 3000 membres de la société civile et plus de 100 institutions de développement pour veiller à ce que les stratégies de développement pour atteindre les ODD en 2030 aient un impact sur les 20% les plus pauvres.



Communiqué de presse  
Le 17 juin 2015

## **L'AFD soutient 14 nouveaux projets d'OSC françaises pour un montant de près de 12 millions d'euros**

Le Comité spécialisé du Conseil d'Administration de l'AFD pour l'appui aux initiatives des ONG s'est réuni le 16 juin 2015. Il a approuvé l'attribution des subventions suivantes :

### **Fondation Energies pour le Monde : Energies nouvelles et valorisation de localités du Sud-Ouest de Madagascar.**

Subvention de 550 425 euros à la Fondation Energies pour le Monde (FONDEM) pour un projet d'électrification rurale mis en œuvre dans deux localités de la région Atismo-Andrefana à Madagascar sur une durée de quatre ans.

Le projet a pour objectif de :

- desservir en électricité, produite à partir de la construction de deux centrales solaires photovoltaïques, la population des deux localités rurales identifiées et ainsi permettre le développement d'activités socio-économiques
- renforcer les capacités des partenaires de la société civile et des partenaires institutionnels et les mobiliser en faveur du développement de l'électrification rurale par des énergies renouvelables.

Le projet implique les autorités malgaches au niveau national, régional et local et l'ONG Tamafa. Outre la construction des deux centrales, le projet repose sur la sélection de deux opérateurs économiques qui prendront en charge leur exploitation. Le modèle économique de gestion et d'exploitation des centrales devrait permettre d'assurer leur pérennité tout en proposant des tarifs accessibles aux populations de la zone. Le projet devrait bénéficier aux populations de ces deux localités, soit environ 500 ménages représentant un total de 4 000 personnes. Une vingtaine d'activités économiques devraient se développer et leurs promoteurs devraient voir leur revenu augmenter grâce à l'accès à l'électricité. Au total, 20 000 personnes, vivant dans les localités environnantes, devraient bénéficier indirectement de l'amélioration des services de proximité (notamment dans les secteurs de la santé et éducation).

### **Educasol : Pour une plus grande mobilisation des pouvoirs publics et des citoyens sur les enjeux de citoyenneté et de solidarité internationale.**

Subvention de 140 693 euros à l'association Educasol pour un projet de structuration du milieu associatif (SMA) d'une durée de 18 mois ayant pour objectif le renforcement du secteur de l'éducation

au développement et à la solidarité internationale (EAD-SI) en France. Educasol est la plateforme française d'éducation au développement et à la solidarité internationale. Elle a été créée en 2004, à l'initiative d'un collectif d'associations de solidarité internationale, et a acquis son autonomie en 2013. Aujourd'hui, l'association Educasol regroupe 22 organisations membres, parmi lesquelles les principaux acteurs associatifs de l'EAD-SI. Ses principales missions sont la représentation des acteurs associatifs de l'EAD-SI et les activités de plaider d'une part, l'animation et la structuration du milieu professionnel d'autre part. La finalité est de rendre plus lisible l'offre de l'EAD-SI et plus efficaces et coordonnés les programmes de sensibilisation des citoyens français à la solidarité internationale.

Le projet, d'une durée de 18 mois, vise à financer les activités d'Eucasol sur cette période. Il est donc structuré en deux axes :

- plaider (vers les pouvoirs publics, les acteurs éducatifs, les collectivités territoriales) ;
- structuration-animation des acteurs de l'EAD-SI. Ce second axe inclut un important volet consacré à la formation, ainsi qu'un projet d'observatoire.

Les publics visés sont les acteurs associatifs de l'EAD-SI, ainsi que leurs partenaires et interlocuteurs habituels : collectivités territoriales, ministères et agences publiques, instances européennes, enseignants et organisations éducatives, etc.

**Etudiants et développement : Susciter, accompagner et valoriser les parcours d'engagement responsables des étudiants et des jeunes actifs dans la solidarité internationale et l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.**

Subvention de 750 000 euros sur trois ans à l'association Etudiants et développement pour un projet d'éducation au développement ayant pour objectif d'encourager, de former et d'accompagner les étudiants et associations d'étudiants dans leurs projets de solidarité internationale. Etudiants et Développement est une association tête de réseau qui représente, anime et accompagne des associations étudiantes menant des activités de solidarité internationale et d'éducation au développement et à la solidarité internationale (EAD-SI). Elle est bien ancrée dans le milieu universitaire et des grandes écoles et représente un réseau de 1 100 associations, représentant 5 à 6 000 étudiants.

Le programme s'organise autour de 3 types d'activités :

- consolidation et animation du réseau d'associations étudiantes : animations territoriales, université d'été, rencontres inter régionales, publications, développement d'outils de communication (Site Internet, réseaux sociaux...) ;
- formations et accompagnement de porteurs de projets : cycles de formation, chantiers d'appui au projet, suivi individualisé de projets, création d'outils pédagogiques, etc. ;
- promotion et valorisation de l'engagement citoyen des jeunes : attribution de prix, éditions de guides pratiques, participation aux collectifs de réflexion et de promotion de l'EAD, etc.

Le public ciblé concerne en premier lieu les associations étudiantes du réseau E&D engagées dans des actions de SI. Mais au-delà, notamment via les actions en régions et les partenaires comme Animafac, l'ensemble de la population étudiante est visé (50 000 jeunes devraient être touchés directement).

**FIACAT : Contribuer à l'abolition de la peine de mort dans 20 pays d'Afrique.**

Subvention de 540 280 euros à la Fédération Internationale de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (FIACAT) pour un projet d'appui à l'abolition de la peine de mort dans 20 pays d'Afrique pour une durée de trois ans. La FIACAT est une organisation internationale non gouvernementale de

défense des droits de l'homme, créée en 1987, qui lutte pour l'abolition de la torture et de la peine de mort.

Porté par la FIACAT, ce projet élaboré et mené conjointement avec la Coalition Mondiale a pour objectif principal de contribuer à l'abolition de la peine de mort dans 20 pays d'Afrique Sub-Saharienne à travers 3 axes majeurs :

- le renforcement de la société civile sur le plaidoyer en faveur de l'abolition de la peine de mort, à travers le réseau de 41 associations partenaires, membres de la FIACAT ou de la Coalition Mondiale ;
- l'accroissement des engagements internationaux et régionaux en faveur de l'abolition de la peine de mort, particulièrement la ratification du deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte International relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et l'appui à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) dans l'élaboration et l'adoption du protocole africain sur l'abolition de la peine de mort ;
- la mobilisation de l'opinion publique africaine sur la question de la peine de mort, particulièrement dans les pays où l'opinion publique reste favorable à son maintien.

### **Acting For Life : Projet d'appui aux métiers de la pierre : formation, production, protection sociale – Mali.**

Subvention de 304 205 euros à ACTING FOR LIFE (AFL) pour un projet d'appui aux métiers de la pierre : formation, production, protection sociale. Ce projet se déroulera sur trois ans.

Le présent Projet d'Appui aux Métiers de la Pierre (PAMP) vise à améliorer les conditions de vie des artisans dans la région de Mopti au Mali. Il s'agit de favoriser l'insertion socioéconomique des jeunes déscolarisés et des artisans du Plateau Dogon au travers des objectifs suivants :

- le développement d'une offre de formation professionnelle ;
- le renforcement de la production sur une filière valorisant les ressources du territoire ;
- l'adaptation d'un dispositif de protection sociale aux logiques économiques du secteur informel.

Les bénéficiaires directs sur le territoire du projet sont 100 jeunes déscolarisés, 38 membres de la coopérative d'extraction de pierre et une centaine de familles d'artisans (700 personnes). S'y ajoute les services techniques du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle et du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, l'ONG PDCO et le centre de formation professionnelle ETPBA.

### **Man and Nature : Economie et Entreprises au service de la Biodiversité - Cameroun, Sénégal.**

Subvention de 541 658 € à Man and Nature (M&N) pour un projet visant à développer des filières économiques de produits naturels dans des zones à forte biodiversité, dans trois régions du Cameroun et une région du Sénégal sur une période de trois ans. L'objectif est la mise en place de filières rentables, à partir de produits naturels ayant un potentiel commercial sur les marchés nationaux ou à l'exportation. L'exploitation durable des ressources naturelles devient ainsi une source de revenus pérenne pour les populations, qui seront mieux à même de préserver la biodiversité des zones protégées.

Le projet aura trois axes d'intervention :

- renforcer les groupements et coopératives sur la production, la transformation, la qualité des produits et la recherche de débouchés commerciaux ;
- préserver la biodiversité des zones concernées par des plans de gestion durable et des actions de reboisement ;

- impliquer le secteur privé, par la mobilisation financière et technique des entreprises dans le cadre de leur responsabilité sociale et environnementale (RSE).

Le projet concernera 9 filières de produits naturels, déjà identifiées, 44 groupements de producteurs, soit environ 3 510 personnes (dont 50% de femmes), et environ 17 550 personnes seront impactées par les retombées économiques indirectes. 5 organisations locales apporteront leur appui technique.

### **Acting For Life : Programme d'Appui à la Résilience des Systèmes Agropastoraux en Afrique de l'Ouest (PARSAO).**

Subvention de 2 000 000 euros à ACTING FOR LIFE (AFL) pour une convention-programme d'appui à la résilience des systèmes agropastoraux en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Togo) d'une durée de trois ans. Le PARSAO se propose de renforcer la résilience des ménages agropastoraux en facilitant la mobilité de leur bétail entre pays sahéliens et côtiers et en fournissant des services de base pour la production et la mise en marché.

Ce programme comporte trois composantes qui consistent à :

- former et informer via un réseau d'animateurs les agropasteurs, leurs organisations et les autres acteurs clefs du secteur pour qu'ils soient en mesure de (i) débattre ensemble sur les enjeux liés à l'élevage, à la filière et à la mobilité du bétail, et (ii) définir des stratégies d'intervention pour la sécurisation et l'aménagement des pistes et pour l'organisation des services de base adaptés à la mobilité humaine et animale, dans leurs zones respectives ;
- accompagner la mise en œuvre de plans d'action qui auront été élaborés ou actualisés pour sécuriser et aménager des pistes transfrontalières stratégiques, à partir de formules nouvelles de partenariat entre les OP, la société civile et les collectivités décentralisées ;
- mettre en place des services de base adaptés au système d'élevage transhumant et destinés à la production et à la mise en marché des animaux issus de ces systèmes d'élevage transhumants.

La mise en œuvre de ce programme mobilisera une soixantaine d'animateurs, un millier d'acteurs issus d'ONG, organisations paysannes, organisations professionnelles, collectivités territoriales, ainsi qu'une douzaine de partenaires implantés dans les sept pays concernés par ce programme : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger et Togo. 760 kms de pistes stratégiques seront cartographiés et balisés, 35 structures de gestion seront appuyées pour gérer les infrastructures qui seront réalisées. 5.000 ménages agropastoraux seront impactés.

### **ESSOR : Renforcement de l'agriculture familiale et de ses acteurs au Mozambique, en Guinée Bissau et en République du Congo.**

Subvention de 980 000 euros à ESSOR pour un projet de renforcement de l'agriculture familiale et de ses acteurs au Mozambique, Guinée Bissau et République du Congo. Ce projet se déroulera sur quatre ans.

L'objet du projet est de renforcer les capacités des communautés rurales et des acteurs impliqués dans le soutien à l'agriculture familiale avec les objectifs opérationnels qui sont :

- En Guinée Bissau, le renforcement institutionnel et organisationnel des unités de transformation villageoises afin que ces structures deviennent autonomes et rentables.
- Au Mozambique, le développement avec l'ensemble des acteurs d'une dynamique d'innovation bénéficiant aux agriculteurs des communautés rurales avoisinantes.
- Au Congo, la diversification et l'amélioration de la production agricole et la commercialisation de produits agricoles transformés.

Les cibles du projet sont 1100 élèves, 4800 agriculteurs, 360 familles soit 1800 personnes impliquées dans les activités de transformation et commercialisation agricoles.

### **Handicap International : Convention-programme visant la pleine participation des enfants handicapés par l'éducation en Afrique de l'Ouest - phase 2.**

Subvention de 2 000 000 euros à Handicap International pour un projet visant la pleine participation des enfants handicapés par l'éducation en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Léone, Togo). Il s'agit d'une deuxième phase qui se déroulera sur trois ans.

Le projet vise à mettre à l'échelle des dispositifs pluri-acteurs d'éducation inclusive (EI) dans 9 pays d'Afrique de l'Ouest pour accroître la participation sociale et la qualité de vie de tous les enfants – y compris handicapés - au travers des objectifs suivants :

- mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des plans d'action d'EI définis de manière concertée entre acteurs institutionnels et société civile ;
- renforcer la participation sociale et éducative des enfants handicapés dans les communautés ;
- scolariser les enfants handicapés dans les écoles de différents niveaux d'enseignement où leur maintien est favorisé grâce à une approche pédagogique inclusive ;
- promouvoir l'accès des enfants avec une déficience sensorielle ou intellectuelle à une éducation de qualité via des réponses éducatives innovantes et adaptées.

Les bénéficiaires directs sont 170 000 enfants handicapés dont 50% de filles, 4 700 enseignants et directeurs d'école dans les zones ciblées, 221 encadreurs pédagogiques, les écoles spécialisées des zones ciblées, 950 représentants des fédérations des associations de et pour personnes handicapées des 9 pays et 504 agents des services techniques déconcentrés et des collectivités locales.

### **Action Contre la Faim : Convention-programme visant à la lutte contre la sous-nutrition dans 3 pays d'Afrique subsaharienne – Tchad, Djibouti, Madagascar.**

Subvention de 2 580 000 euros à Action Contre la Faim (ACF) pour un projet de lutte contre la sous-nutrition d'une durée de trois ans. La convention-programme vise (i) à contribuer à la lutte contre la mortalité et la sous-nutrition dans trois pays qui sont affectés de façon importante et récurrente, le Tchad, Djibouti et Madagascar et (ii) à renforcer l'expertise et l'influence d'ACF et de ses partenaires locaux dans ce domaine. ACF mène déjà des activités dans les trois pays retenus et cette convention-programme doit venir appuyer ces projets en apportant des activités complémentaires de lutte contre les causes de la sous-nutrition qui doivent permettre de pérenniser les résultats.

Les activités se dérouleront dans deux domaines :

- celui de la santé, avec l'amélioration du système de santé de 2 districts sanitaires par pays, afin que les enfants victimes de sous-nutrition aient accès à l'ensemble du paquet de services de santé de base (vaccination, soins pédiatriques...) nécessaire à leur traitement et convalescence ;
- celui de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, avec des activités visant à induire des changements de comportement durables de la part des populations ciblées afin d'améliorer l'accès à l'hygiène et à l'eau potable.

Les activités de capitalisation et de renforcement des capacités de mobilisation des partenaires locaux sont également importantes, dans un objectif de renforcement de l'expertise et de l'influence d'ACF et de ses partenaires de la société civile du sud en matière de lutte contre la sous-nutrition.



### **Forum réfugiés – Cosi : Projet d'appui aux initiatives locales pour l'accès à la justice des victimes de violences sexuelles en République Démocratique du Congo (AJUST)**

Subvention de 694 622 € à Forum Réfugiés – Cosi pour un projet d'appui aux victimes de violences sexuelles en RDC sur une période de trois ans. Forum Réfugiés – Cosi est une association œuvrant pour l'accueil des réfugiés, la défense du droit d'asile et la promotion de l'état de droit. Il s'agit du premier financement de l'AFD pour cette ONG.

Le projet AJUST vise à améliorer l'accès à une justice équitable pour les victimes de violences sexuelles dans l'Est de la RDC. Il a également pour objectif de renforcer la lutte contre l'impunité des auteurs de ces violences.

Ses activités principales sont :

- des séances de sensibilisation auprès des populations sur les violences sexuelles et leurs droits face à ces violences ;
- des formations auprès des professionnels de la police et de la justice ;
- l'organisation de chambres foraines (tribunaux itinérants qui permettent de rapprocher la justice des justiciables en rendant la justice dans des lieux reculés) ;
- des actions de plaidoyer vis-à-vis des autorités locales et centrales ;
- le renforcement des capacités des OSC locales et l'aide d'urgence aux défenseurs des droits de l'homme menacés, via un fonds d'urgence.

Il s'appuie sur quatre partenaires principaux, implantés dans l'Est de la RDC, et œuvrant depuis plusieurs années pour la défense des victimes de violences sexuelles et de violences liées au genre.

### **LA CIMADE : Loujna Tounkaranké : collectif pour la défense des droits des migrants en Afrique de l'Ouest et au Maghreb.**

Subvention de 290 218 € pour la troisième phase d'un projet régional de défense des droits des migrants en Afrique de l'Ouest (Mali, Niger, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Sénégal) et au Maghreb (Tunisie, Maroc, Algérie). Ce projet, d'une durée de trois ans, est mis en œuvre par un collectif régional intitulé Loujna Tounkaranké qui rassemble 13 acteurs du secteur des droits de l'homme, de l'aide au développement et de l'humanitaire des 8 pays ciblés et la Cimade.

Le projet se structure autour de deux grands axes :

- l'amélioration des politiques migratoires dans les pays d'intervention et à l'échelle de la CEDEAO via un plaidoyer envers les parlementaires et les décideurs politiques ;
- l'autonomisation du collectif « Loujna Tounkaranké » par le renforcement des compétences des acteurs qui le composent.

Au terme du projet ce sont près de 200 parlementaires africains qui auront été sensibilisés, des décideurs politiques informés et en capacité d'agir sur les politiques migratoires nationales et régionales et un collectif d'acteurs africains et maghrébins spécialisés sur la question des migrants et de leurs droits qui sera autonome. Ce projet s'inscrit dans la continuité des deux premières phases qui ont permis de former, structurer et consolider un collectif d'acteurs locaux compétents sur les droits des migrants et reconnus comme des interlocuteurs crédibles dans la majorité des pays, d'étendre le réseau d'avocats spécialisés sur les droits des migrants et de sensibiliser les médias sur le traitement médiatique des situations des migrants.

## **ASMAE - Projet-pilote de lutte contre la déperdition scolaire au Burkina Faso grâce à l'évolution des pratiques pédagogiques vers une approche participative et ludique**

Subvention de 325 115 € pour ce projet-pilote de lutte contre la déperdition scolaire au Burkina Faso grâce à l'évolution des pratiques pédagogiques vers une approche participative et ludique qui se déroulera à Ouagadougou (Burkina Faso) sur une période de 3 ans.

L'objectif du projet est de contribuer à créer un environnement scolaire et extra-scolaire propice à des apprentissages de qualité au moyen de pédagogies participatives, ludiques et inclusives. Il vise à :

- accompagner les éducateurs de jeunes enfants et les enseignants dans l'évolution de leurs pratiques, grâce notamment au développement d'outils pédagogiques adaptés au contexte burkinabè ;
- accompagner et pérenniser la dynamique de changement en développant un ancrage institutionnel fort, en renforçant les capacités des acteurs et en sensibilisant la communauté.
- tirer les leçons de cette expérience et capitaliser pour passer à l'échelle.

Le projet comporte deux volets complémentaires d'expérimentation parallèle : l'imagier Sary Festy (mis au point à Madagascar) de la petite section de préscolaire au CP2 d'une part, et les Classes de lecture (créées en Inde) du CE1 au CM2 d'autre part. Les bénéficiaires directs seront 78 professionnels de l'éducation et 4910 enfants. Les bénéficiaires indirects seront le Ministère de l'éducation nationale et la communauté (7000 personnes).

## **SIPAR - Développement éducatif et social des salariés de l'industrie textile au Cambodge par des Bibliothèques Centres Ressources**

Subvention de 289 663 € au SIPAR pour un projet, d'une durée de trois ans, visant à développer l'accès à la lecture dans le secteur textile au Cambodge. Il permettra la création de 18 bibliothèques au sein des usines textiles et la mise à disposition d'environ 45 000 ouvrages auprès de 20 000 salariés. Des manuels sur des sujets de vie pratique ou de formation professionnelle seront également produits par le projet et des sessions de formation organisées pour les salariés des usines. Le public visé est à 90% féminin.

Ce projet contribuera :

- au renforcement du capital humain des usines ;
- à l'amélioration des conditions de travail et donc à la réduction du turn-over ;
- à la professionnalisation de la main d'œuvre et à l'amélioration de la productivité.

Il aura également des impacts sociaux pour les ouvrières, en améliorant leur niveau d'information personnelle et de formation professionnelle.

Ce projet mis en œuvre en collaboration entre le SIPAR, l'ONG locale CWPD (*Cambodian Women for Peace and Development*) et l'organisation professionnelle GMAC (*Garment Manufacturers Association in Cambodia*).



Communiqué de presse  
Le 14 avril 2015

## **L'AFD soutient 14 nouveaux projets d'OSC françaises pour un montant de près de 15,5M d'euros**

Le Comité spécialisé du Conseil d'Administration de l'AFD pour l'appui aux initiatives des ONG s'est réuni le 14 avril 2015. Il a approuvé l'attribution des subventions suivantes :

### **GRET : Fihavotana 2 « Vers une exploitation et une gestion durable des ressources naturelles de la Réserve de Biosphère de Mananara Nord », Madagascar**

Subvention de 444 332 euros au Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET) pour un projet d'appui aux paysans et pêcheurs vivant dans la Réserve de Biosphère de Mananara Nord à Madagascar. A travers un accompagnement technique et méthodologique, le projet permettra d'identifier, tester et diffuser des modes de production limitant la pression sur les ressources naturelles et favorisant une adaptation durable au changement climatique. Il a pour but d'expérimenter des modalités de gestion et d'exploitation d'une aire protégée qui concilient valorisation et préservation des ressources naturelles sur une période de trois ans.

Le projet implique notamment les organisations de base de la zone et repose sur quatre composantes : (i) la diversification de la production agricole, agroforestière et de l'élevage afin d'en augmenter les rendements tout en les rendant plus sobres en ressources naturelles et plus résilients aux impacts du CC, (ii) l'amélioration de la transformation, la conservation et la commercialisation des produits agricoles afin d'en tirer des revenus plus réguliers et plus élevés ; (iii) la gestion de manière durable des ressources naturelles forestières et (iv) l'introduction et la sensibilisation à l'usage de pratiques de pêche traditionnelle plus respectueuses des espaces marins protégés de la zone. Le projet accompagnera plus particulièrement 1300 membres des 11 communautés de base et 1800 pêcheurs membres des associations gestionnaires des Aires de Pêche Gérées Localement. Un réseau de 60 paysans expérimentateurs sera également soutenu par le projet.

### **CCFD-TS : Renforcement de la mobilisation des sociétés civiles pour le suivi des contrats de désendettement et de développement (France, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée et République Démocratique du Congo).**

Subvention de 263 129 euros au Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire (CCFD-TS) pour renforcer le rôle de la société civile française et des sociétés civiles du Cameroun, du Congo, de Côte d'Ivoire, de Guinée et de République Démocratique du Congo sur les questions de dette et de financement du développement. Le CCFD-TS porte le projet au nom de la

Plateforme Dette et Développement (PFDD) qui regroupe 29 organisations et syndicats français mobilisés sur les enjeux de financement du développement.

Les activités proposées dans ce projet se dérouleront sur trois ans et faciliteront (i) la participation et (ii) le renforcement de capacités des sociétés civiles partenaires dans les processus de préparation et de suivi des Contrats de Désendettement et de Développement (C2D) afin d'assurer la reconnaissance et légitimité de ces acteurs de la société civile auprès des pouvoirs publics. Elles permettront également (iii) d'organiser et faciliter les échanges d'expériences et la mutualisation des pratiques entre les différents acteurs collectifs des sociétés civiles impliquées dans le suivi des C2D. Enfin, le projet contribuera à (iv) faire de la PFDD un interlocuteur connu et reconnu pour son expertise sur les questions de dette et de financement du développement par les pouvoirs publics, les médias et le grand public.

### **Handicap International : Renforcement d'une approche intégrale du handicap à Kinshasa (prévention, détection, prise en charge, intégration), République Démocratique du Congo.**

Subvention de 1 million d'euros à Handicap International pour un projet d'une durée de 3 ans visant à l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de handicap à travers une approche intégrale du handicap : prévention (afin de réduire le handicap évitable), détection la plus précoce possible, prise en charge et meilleure insertion socio-économique.

La population de Kinshasa étant d'environ 10 millions de personnes et la prévalence de handicap estimée par l'OMS en 2012 étant de 15%, cela signifie que 1,5 million de personnes seraient en situation de handicap à Kinshasa. Les activités du projet se déclineront sur 3 volets : (i) santé maternelle et infantile : suivi des grossesses, des conditions d'accouchement, sensibilisation aux risques de handicaps et détection des handicaps chez les bébés et les jeunes enfants, (ii) réadaptation : mise en place de cliniques mobiles et d'un fonds de solidarité pour plus d'accessibilité, formation de kinés, fourniture et réhabilitation d'équipement et enfin (iii) appui aux associations locales : renforcement des capacités de 3 partenaires principaux, création d'une plateforme de militants.

### **Initiative Développement (ID) : Appui aux filières « cuiseurs économes » émergentes (FC2E), (Congo Brazzaville, Tchad et Comores).**

Subvention de 900 000 euros (50% du coût total du projet) sur 3 ans, pour un projet d'appui à l'émergence de filières « cuiseurs économes », suivant une méthode permettant aux filières d'atteindre leur autonomie technique, institutionnelle et financière en une dizaine d'années. Les actions concerneront la région de Moundou (Tchad), de Brazzaville (Congo) et l'île d'Anjouan (Comores). Elles seront mises en œuvre par des partenaires locaux déjà indentifiés, sous la responsabilité directe d'ID. Elles viseront le développement de réseaux de production et de commercialisation de cuiseurs économes dans les zones urbaines, avec un impact sur les zones rurales approvisionnant ces villes en bois-énergie. Le projet vise l'équipement de 10 500 ménages (touchant au total 63 000 personnes), le renforcement de 60 à 100 micros et petites entreprises (dont la moitié au moins dirigée par des femmes) et la création d'une cinquantaine d'emplois durables.

L'objectif du projet est à la fois environnemental (diminution de la pression sur le bois-énergie, et donc du rythme de déforestation) et sanitaire (réduction des fumées toxiques et des risques de brûlure liés aux foyers conventionnels). Il présente un co-bénéfice « climat », puisqu'il limitera les émissions de gaz à effet de serre et contribuera à la préservation du couvert forestier ; à ce titre il visera la certification de crédits carbone dès la troisième année de mise en œuvre.

**ACTED : Amélioration des conditions de vie des populations affectées par l'augmentation du nombre de typhons, Philippines (principalement dans la région du Sud-Est Samar).**

Subvention de 1,5 million d'euros, sur une durée de 2 ans, à ACTED pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population affectée par les typhons aux Philippines.

Suite à l'augmentation du nombre de catastrophes naturelles frappant les Philippines, et plus particulièrement la région du Sud-Est Samar, les populations touchées se trouvent dans un cycle d'appauvrissement continu. Leurs besoins sont les suivants : (i) retrouver l'autonomie financière, (ii) bénéficier d'un habitat digne et (iii) accroître leur connaissance en termes de prévention et gestion des risques. Aussi, le projet visera à aider les agriculteurs / éleveurs à augmenter leurs capacités de production et leurs accès aux marchés locaux, mais aussi à permettre la construction d'abris résistants et à accompagner les habitants et les autorités locales à avoir une meilleure prévention et gestion des risques.

**PAMIGA : Renforcement de 8 Institutions de microfinance dans leur mission sociale en milieu rural par le biais de la finance digitale et la gestion des risques (Sénégal, Bénin, Kenya et Madagascar).**

Subvention à hauteur de 1 millions d'euros à PAMIGA pour un projet innovant de 3 ans visant à renforcer 8 institutions de microfinance dans leur mission sociale en milieu rural, par le biais de deux outils : la finance digitale et la gestion des risques.

Concernant la finance digitale il s'agit de mettre en place au sein de chacune des 8 IMF les innovations clefs suivantes : un réseau d'agents tiers, un service de *mobile banking* et des appareils de type PDA/POS (ordinateurs de poche permettant aux agents de l'IMF de gérer les données des bénéficiaires et d'enregistrer les transactions à distance). Le second axe vise à accompagner la mise en place d'un système de gestion des risques solide et efficace qui va pouvoir permettre la diminution du portefeuille à risque au sein des 8 IMF. Ainsi en proposant des services financiers en dehors d'agences coûteuses et en limitant les pertes liées à un mauvais suivi des risques, ces IMF vont réaliser un gain de productivité qui sera répercuté sur les taux proposés aux bénéficiaires. En fin de projet, 8 IMF auront été renforcées et 1 500 000 membres, petits agriculteurs et micro-entrepreneurs ruraux de zones reculées pourront bénéficier de services financiers adaptés à moindre coût, dont 50% d'entre eux seront des femmes.

**Le Partenariat : Programme global d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale du Centre Gaïa, France.**

Subvention de 560 000 euros sur trois ans à l'association le Partenariat, pour développer et diversifier les activités éducatives du Centre Gaïa et pour expérimenter et structurer de nouveaux programmes d'éducation au développement (EAD) dans les territoires français et à l'international. L'association Le Partenariat est un acteur de la coopération décentralisée de la région Nord Pas de Calais, qui a créé en 2006 le Centre Gaïa. Il s'agit d'un espace pédagogique destiné au public scolaire reconstituant en grandeur nature la ville et le village sénégalais et dans lequel sont proposés aux classes des ateliers immersifs. Cet outil a rencontré un succès important (9 000 visiteurs par an) et à travers cet outil emblématique, l'Association Le Partenariat est devenu un acteur reconnu de l'EAD en France.

Le projet proposé est construit autour de deux axes : (i) le développement et la diversification des activités du Centre Gaïa (ateliers d'immersion, animations d'éducation au développement durable pour les adolescents, atelier itinérant sur la globalisation pour les lycéens et étudiants, création d'outils pédagogiques fondés sur les NTIC, ...); (ii) le renforcement et l'élargissement de la stratégie EAD de l'association et de sa dynamique territoriale (expérimentation de programmes d'EAD avec des

collectivités territoriales, échanges internationaux d'enseignants, accompagnement de porteurs de projets...). Plus de 20 000 jeunes et 2 000 adultes devraient être directement touchés par les activités du premier objectif. Pour l'axe 2, le projet impliquera plus de 200 porteurs de petits projets, mais aussi des collectivités locales, des institutions et des ONG françaises et internationales.

**GERES (Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités) : ECODEV - Accès à l'énergie & Développement Economique (Mali, Maroc, Myanmar, Tadjikistan).**

Subvention de 1 878 979 euros pour le financement du projet « ECODEV - Accès à l'énergie & Développement Economique » proposé par le GERES. Le projet, d'une durée de 3 ans, se déroule dans 4 régions d'intervention de 4 pays aux réalités différentes mais qui ont en commun un faible accès des entreprises à l'énergie.

Le projet vise à répondre à des enjeux énergétiques différents dans les 4 zones d'intervention du programme. Il s'est fixé trois objectifs globaux : 1/ Contribuer à l'émergence et au renforcement de l'entrepreneuriat dans le secteur de l'énergie et secteurs connexes (construction, artisanat, agriculture, etc.), 2/ Contribuer à la réduction de la pauvreté énergétique dans les pays cibles par une diffusion large et durable des solutions économes/efficaces en énergie, et 3/ Contribuer à améliorer la pertinence, l'efficacité et la durabilité des projets de développement en intégrant une approche raisonnée et concertée du développement avec le secteur privé et les autorités au bénéfice des usagers finaux. Ces 3 objectifs globaux convergent vers l'objectif spécifique qui est celui de favoriser l'atteinte des objectifs de l'initiative SE4ALL (Sustainable Energy for All Initiative) par le changement d'échelle des entrepreneurs, filières et territoires sur les questions d'accès et maîtrise de l'énergie.

**ECPAT France : Convention Programme - Renforcement de la protection des enfants victimes ou à risque d'exploitation sexuelle en Afrique et Méditerranée (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Madagascar, Kenya, Ouganda, Rwanda, Liban et Maroc).**

Le comité ONG a octroyé une subvention de 1 500 000 € pour mettre en œuvre le programme « REPERES » qui vise à réduire la vulnérabilité des enfants face à l'exploitation sexuelle, en travaillant sur une plus grande intégration de la prise en compte de la problématique de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans les politiques publiques de protection de l'enfance dans huit pays d'Afrique et de la Méditerranée.

Ce programme se structure autour de deux grands axes, le premier porte sur le renforcement de la prévention et de la prise en charge des enfants victimes ou potentiellement victimes d'exploitation sexuelle, et le deuxième est dédié au plaidoyer et à sa documentation. A terme, ce sont près de 10 000 enfants et jeunes qui auront bénéficié d'un accompagnement du programme soit en prévention soit en prise en charge et près de 600 professionnels de la protection de l'enfance qui auront été formés sur de nouvelles pratiques (thérapie familiale). Une dynamique régionale de plaidoyer sur la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales sera en place avec des études et des bases de données permettant de mieux cerner le phénomène dans les régions ciblées.

**Afdi - Agriculteurs français et développement international : Les organisations de producteurs actrices de l'agriculture familiale durable (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar, Mali, Sénégal, Togo, Tchad et Tunisie).**

Subvention de 4 250 100 € pour la poursuite du financement pour une durée de 3 ans (2015-2017) de la convention-programme (CP) dont Afdi assure la maîtrise d'ouvrage. Cette CP vise toute à la fois à appuyer : (i) les organisations paysannes du Sud (OP) pour qu'elles se mobilisent en vue de moderniser durablement les exploitations familiales agricoles africaines, (ii) et le réseau des Afdi

départementales et régionales afin qu'elles renforcent leur mission d'éducation au développement et leurs capacités d'interventions sur le terrain.

Une attention particulière sera apportée au cours de cette CP à la structuration des organisations paysannes afin qu'elles aboutissent à leur autonomisation organisationnelle, de gestion, et financière. Le programme sera exécuté par 14 Afdi régionales et/ou départementales françaises, et 38 organisations paysannes du Sud. Plus de 870.000 exploitations familiales agricoles (EFA) seront actrices de cette CP.

**PEUPLES SOLIDAIRES - ActionAid France : Renforcement de la structuration des organisations de solidarité internationale au sein de la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination Sud (C2A).**

Subvention de 277 581 € destinée au financement sur une durée de 3 ans (2015-2017) des travaux de la Commission Agriculture et Alimentation (C2A) qui rassemble vingt OSI membres de Coordination SUD (CSUD). L'animation de la C2A est assurée depuis 2013 par Peuples Solidaires. La C2A a généré depuis sa création une production intellectuelle riche et de qualité sur des thèmes d'actualité tels que l'agriculture familiale, la protection des marchés agricoles, la volatilité des prix agricoles, les agro carburants, les politiques agricoles publiques, les accaparements des terres, etc. Elle a assis sa légitimité auprès du GISA, du CSM et du CSA, où sa capacité à élaborer des positionnements argumentés est reconnue et appréciée.

La C2A a pour objectifs spécifiques dans le cadre de ce programme de poursuivre (i) l'élaboration et la diffusion de positionnements communs à ses membres, et (ii) le renforcement des capacités des OSC du Nord et du Sud à influencer les politiques nationales et internationales pour qu'elles promeuvent leur soutien à l'agriculture familiale et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pays du Sud. La C2A veillera plus particulièrement dans le cadre de ce financement à développer des partenariats avec les acteurs de la recherche, et à animer des séminaires et des débats avec ses partenaires du Sud.

**DEFI : Projet pour un enseignement fondamental performant, (Madagascar et Togo).**

Subvention de 614 950 euros sur 3 ans pour le financement d'un projet visant à promouvoir un enseignement fondamental performant à Madagascar et au Togo au travers d'une démarche pédagogique d'investigation scientifique basée sur l'expérimentation et l'activité manuelle. Le but du projet est donc une appropriation progressive par les élèves de concepts scientifiques et de techniques utiles pour la vie quotidienne accompagnée d'une consolidation de l'expression écrite et orale.

La projet s'articule et complète les programmes nationaux dans un contexte où le besoin de renforcer le personnel enseignant à Madagascar et au Togo est crucial. Trois axes constituent la structure du projet : (i) l'innovation pédagogique, (ii) l'influence sur les programmes d'études, (iii) une stratégie de moindre coût (recours à des volontaires, per diem relativement bas pour les formations, utilisation de matériaux simples, disponibles localement et de récupération). Les objectifs à atteindre en fin de projet sont l'amélioration de la qualité et l'efficacité de l'éducation fondamentale et le renforcement de la capacité de la société civile à être un acteur de développement pour l'éducation fondamentale. Ainsi, 565 formateurs seront formés à Madagascar et au Togo et 75% d'entre eux maîtriseront la pédagogie active en fin de projet. Ils formeront à leur tour 13 150 instituteurs/trices et directeurs d'écoles dans 6 régions à Madagascar et 2 régions au Togo.

**IECD : Inclusion des jeunes vulnérables par le développement et la promotion d'entreprises solidaires et durables locales de formation aux métiers de l'hôtellerie-restauration en Asie du Sud-Est (Birmanie, Vietnam, Thaïlande et Cambodge).**

Subvention de 600 000 euros sur 3 ans pour le financement d'un projet ciblant des jeunes en situation de vulnérabilité et visant à leur donner accès à des métiers porteurs de l'hôtellerie-restauration. Les objectifs principaux du projet sont : (i) la promotion des entreprises solidaires et durables locales de formation, (ii) l'extension et la consolidation d'une entreprise sociale locale à Hué (Vietnam) pour faciliter l'insertion de jeunes très vulnérables, (iii) l'essai d'un modèle de formation solidaire et durable à travers la création d'une entreprise sociale locale en Birmanie.

Ces objectifs seront atteints par, d'une part, le renforcement de la qualité de la formation des centres de formation en hôtellerie-restauration en Birmanie et, d'autre part, la mise en place d'une plateforme régionale des acteurs sud-est-asiatiques impliqués dans la formation en hôtellerie-restauration. Cette plateforme assurera la promotion de modèles économiques innovants, de bonnes pratiques environnementales, et la défense des droits des enfants dans le tourisme. En termes d'impact direct, 900 jeunes vulnérables seront formés ainsi que 40 membres des équipes pédagogiques et d'encadrement des centres de formation professionnelle partenaires. Indirectement 2700 membres de la famille des jeunes auront amélioré leurs conditions de vie.

**Fédération Sportive et Gymnique du Travail : « Programme inter-associatif en faveur du développement d'une éducation physique et sportive émancipatrice pour tous », Territoires Palestiniens.**

Subvention de 699 000 euros à la FSGT qui est engagée depuis plus de 30 ans dans des relations de coopération avec le mouvement sportif palestinien. Le projet cofinancé pour 3 ans lui permettra de poursuivre ce travail et de dynamiser les pratiques sportives, physiques et artistiques pour réduire le mal-être et renforcer la résilience dans les Territoires Autonomes Palestiniens.

La FSGT et ses partenaires interviendront pour former des éducateurs et enseignants et soutenir 12 associations palestiniennes à des programmes d'animation basés sur le jeu et la pratique sportive. Ce projet concernera directement plus de 1 000 bénéficiaires professionnels des secteurs associatifs et éducatifs palestiniens, et indirectement plus de 80 000 personnes (majoritairement des enfants et adolescents). Ce projet développé à partir de l'expérience d'accompagnement du Centre sportif Tariq Ben Ziad à Hébron en 2010/13 permettra de diffuser les savoirs acquis et poursuivre le transfert de compétences à une échelle nationale.





**Communiqué de presse  
Le 18 février 2015**

## **L'AFD soutient 14 nouveaux projets d'OSC françaises pour un montant de 13.9 millions d'euros**

Le Comité spécialisé du Conseil d'Administration de l'AFD pour l'appui aux initiatives des ONG s'est réuni le 18 février 2015. Il a approuvé l'attribution des subventions suivantes :

### **GROUPE INITIATIVES : Traverses 2 : débattre des pratiques et diffuser des connaissances au service des praticiens du développement**

Subvention de 225 000 euros au Groupe Initiatives pour développer un dispositif de partage d'expériences et de production de connaissances au profit des professionnels du développement. Le Groupe Initiatives est un collectif de dix associations professionnelles de solidarité internationale et d'appui au développement. Ces 10 ONG sont françaises mais interviennent dans plus de 50 pays et dans la majeure partie des domaines sectoriels du développement.

Les activités proposées dans ce programme triennal consistent à définir chaque année une thématique, à organiser des visites de projets et des ateliers sur le terrain, des journées d'échanges et des séminaires de restitution élargis, à produire et diffuser les résultats de ces travaux sous diverses formes (revue Traverses, notes méthodologiques, newsletters...). Elles ont deux finalités distinctes et complémentaires : (i) une finalité interne d'amélioration des pratiques et de partage d'expériences des membres du GI et de leurs partenaires et (ii) une finalité externe, de production et de diffusion de connaissances et d'influence, à destination de l'ensemble des professionnels du développement et de la solidarité internationale.

### **FONJEP : postes FONJEP-EAD 2015-2017**

Subvention de 1 149 814 euros au FONJEP (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire), pour le financement de 45 postes consacrés à des activités d'éducation au développement et à la solidarité internationale (EAD-SI), et ce pour une durée de trois ans. A l'initiative du Ministère des Affaires Etrangères, ce dispositif spécifique, créé en 1997 afin de financer des associations souhaitant développer des actions d'EAD-SI sur le territoire français, a été amplifié et porté de 30 à 45 postes pour le présent programme.

La subvention est octroyée au FONJEP qui reverse aux ONG sélectionnées la part leur revenant, soit 7 500 euros par an et par poste, destinés à financer (partiellement) les salaires des titulaires des postes. Ceux-ci sont employés par l'ONG et non par le FONJEP. Ils développent pendant trois ans des activités d'EAD-SI, contribuant ainsi à la mise en place du projet associatif de l'ONG qui les

emploi. Les 45 postes ont été sélectionnés sur la base d'un appel d'offre lancé en novembre 2014. Une part du financement est consacrée à l'animation et au suivi technique du réseau constitué par les 45 postes.

### **FERT : Convention-programme TransFert (2015-2017)**

Subvention de 2 058 000 euros à FERT (Formation pour l'Epanouissement et le Renouveau de la Terre) pour le financement de sa 1<sup>ère</sup> convention-programme TransFert - 2015-2017 : « *Les organisations professionnelles agricoles, levier de développement des économies rurales* ».

Fert entend, à travers le présent projet, poursuivre et renforcer son action en faveur des agricultures familiales. Cette convention-programme permettra à Fert et à ses partenaires d'aller plus en avant en matière de capitalisation et de participation à l'élaboration et mise en œuvre des politiques agricoles. Elle se déploiera sur cinq pays : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Madagascar, Kenya et Tanzanie.

Plus spécifiquement, cette convention-programme a pour objectifs de : (i) accompagner le développement des exploitations familiales agricoles (EFA) par le conseil agricole ; (ii) favoriser des modes de production durable ; (iii) renforcer les compétences des acteurs des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) ; (iv) accompagner l'organisation des OPA ; et (v) consolider les OPA en visant un changement d'échelle.

Le programme mobilisera et formera 60 conseillers agricoles qui interviendront auprès de 1080 OPA représentant environ 11.250 exploitants agricoles.

### **EdM : Convention-programme portant sur la promotion d'une microfinance sociale, pérenne et répliquable pour les plus vulnérables en Asie du Sud-Est et en Afrique de l'Ouest (Birmanie, Burkina Faso, Philippines, Vietnam, Togo)**

Subvention de 1 815 000 euros à Entrepreneurs du monde pour le financement d'une convention-programme (CP) qui fait suite à celle mise en œuvre sur la période 2012-2014 et qui a permis à deux établissements de microfinance (EMF) - Alidé au Bénin et ID-Ghana - d'atteindre leur autonomie financière.

Cette CP a pour objectifs de (i) donner un accès permanent à une offre de microfinance sociale inclusive aux populations les plus vulnérables ; (ii) rendre les établissements de microfinance (EMF) et/ou organisations partenaires financièrement viables et autonomes tout en maintenant un haut niveau de performance sociale ; (iii) promouvoir l'approche développée par EdM pour une microfinance plus sociale et favoriser son changement d'échelle.

Fidèle à sa méthodologie, EdM envisage de renforcer (i) les capacités des micro-entrepreneurs grâce à une offre adaptée de formations économiques et de sensibilisation sur des thèmes sociaux, et (ii) les capacités opérationnelles, financières et institutionnelles des EMF et/ou organisations partenaires dont celles de trois organisations (SEED-Philippines, ACE-Vietnam et Assilassimé-Togo) afin qu'elles atteignent leur autonomie au terme de la présente convention-programme.

La convention-programme permettra de donner un accès permanent à une offre de microfinance à plus 60.000 nouvelles personnes figurant parmi les populations les plus vulnérables (porteurs du VIH, personnes handicapées, femmes portefaix, veuves, personnes stigmatisées, etc.).

### **ESSOR : Renforcement des acteurs publics et privés et développement des services d'information, d'orientation et d'insertion socioéconomique à Bongor, au Tchad**

Subvention de 300 000 euros (soit 46% du montant total du budget) à ESSOR pour la mise en œuvre d'un projet de renforcement des acteurs locaux, publics et privés, ainsi que le déploiement de services d'information, d'orientation et d'insertion socioéconomique à destination des jeunes.

Le projet se déroulera essentiellement dans les quartiers Est de Bongor, où vit une population particulièrement vulnérable. Les jeunes (près de 900 jeunes dont la moitié de filles) représentent la cible principale du projet et bénéficieront de services d'information et d'orientation, ainsi que, pour 200 d'entre eux, d'une formation professionnelle qui favorisera leur insertion économique et sociale. Les organisations de la société civile de Bongor qui auront été sélectionnées sur la base de leur niveau d'implication dans la vie de leur quartier bénéficieront d'activités (formations à l'élaboration et la mise en œuvre de projets, formations techniques, aide à la légalisation) en vue d'accroître leur légitimité et leur rôle dans le développement local. Enfin, le projet favorisera une meilleure prise en considération de la jeunesse et de la société civile de Bongor par les autorités locales et les acteurs publics au terme des différents ateliers d'échange prévus et de la mise en place des centres d'information et d'orientation des jeunes.

### **Secours Catholique Caritas France : Diffusion et promotion du développement agro-écologique et de l'économie familiale durable en Bolivie et dans la région andine-amazonienne.**

Subvention de 1 000 000 euros (36% du budget total) pour un projet visant à promouvoir le développement de l'agro-écologie et de l'économie familiale dans six régions de la Bolivie.

Mis en œuvre par le Centre bolivien de Recherche et de Promotion Paysan (CIPCA), ce projet prévoit de développer l'agroforesterie et l'agro-écologie avec des techniques adaptées aux différents territoires ciblés, d'améliorer l'autosuffisance alimentaire des populations et d'augmenter les revenus familiaux et enfin d'influer à un niveau national et régional pour que l'agro-écologie soit intégrée et financée par les politiques publiques. Au total, ce sont plus de 6000 familles paysannes et indigènes qui participeront directement au projet à travers 27 municipalités et plus de 1500 représentants d'autorités locales, d'organisations de producteurs et productrices, de leaders syndicaux et d'institutions publiques et privées qui seront renforcées et sensibilisées. Les femmes et les jeunes constituent un public important du projet avec plusieurs études en cours sur l'apport des femmes dans l'économie paysanne et indigène dans la région.

### **Médecins Du Monde : Prévention et amélioration de la prise en charge de l'Hépatite C**

Subvention de 3 000 000 euros (soit 37,9% du montant total du budget) à MDM pour la mise en œuvre d'un programme d'envergure qui vise la prévention et l'amélioration de la prise en charge de l'Hépatite C.

Le programme présente un objectif opérationnel de prévention, de renforcement de capacités des bénéficiaires et partenaires locaux, de plaidoyers nationaux pour un meilleur accès aux outils de diagnostic et aux traitements ainsi qu'un objectif institutionnel de renforcement de l'expertise de MDM et de son plaidoyer international pour un meilleur accès aux outils de diagnostic et aux traitements. Le plaidoyer sera ciblé notamment sur la levée des barrières financières. Ce programme doit permettre de toucher directement près de 13 000 personnes au sein de 6 pays (Kenya, Tanzanie, Côte d'Ivoire, Vietnam, Birmanie, Géorgie) et indirectement un très grand nombre de bénéficiaires à travers notamment la baisse de 30% du coût du traitement sur la durée du programme.

### **F3E : Le F3E, un réseau au service de l'impact et de la qualité des actions de solidarité internationale et de coopération décentralisée**

Subvention de 690 000 euros (soit 44,3% du montant total du budget) au F3E pour un programme d'un an visant à améliorer l'impact et la qualité des actions de solidarité internationale et de coopération décentralisée portées par les ONG et collectivités territoriales.

Le programme d'activités vise en particulier à améliorer les démarches d'intervention des membres du F3E, et plus largement des acteurs de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée autour de trois axes d'intervention : (i) renforcer les capacités des membres individuellement par l'accompagnement et le financement d'études, la formation, les supports pédagogiques ; (ii) animer le réseau F3E, fort de 94 membres, à travers l'organisation de concertations et de formations, l'élaboration de productions méthodologiques, etc., afin nourrir le milieu de la solidarité internationale ; (iii) enfin, organiser et positionner le F3E par rapport à son environnement national et international et par rapport à l'évolution des nouveaux enjeux liés à l'évaluation des actions de solidarité internationale. Le public directement ciblé concerne les 94 membres du F3E (ainsi que d'autres qui voudraient être associés aux démarches proposées) mais également les structures partenaires comme Coordination Sud, CONCORD, la société française d'évaluation – SFE, EDUCASOL, PSEAU, l'OIF, la FAO et les pouvoirs publics.

### **Frères des Hommes : projet de valorisation du secteur informel de l'artisanat pour la formation et l'insertion des jeunes au Sénégal.**

Subvention de 353 883 euros accordée à Frères des Hommes pour le financement d'un projet de valorisation du secteur informel de l'artisanat pour la formation et l'insertion des jeunes au Sénégal.

Le projet vise, dans cette première phase de 2 ans et deux mois, à renforcer les capacités du secteur informel de l'artisanat et à former et insérer des jeunes hommes et femmes à travers l'animation d'une dynamique pluri-acteurs sur les territoires. Pour cela, le projet s'attachera à renforcer (i) l'attractivité des unités de production artisanale, (ii) les capacités des unités de production artisanales à accompagner les jeunes dans l'apprentissage d'un métier, et (iii) la concertation des acteurs des territoires autour des enjeux de la formation professionnelle des jeunes dans le secteur informel de l'artisanat.

Le projet se déroule dans 3 régions proches les unes des autres : Dakar, Diourbel et Thiès. 1 400 artisans et apprentis dans des filières à déterminer en début de projet seront les bénéficiaires de ce projet.

### **Samusocial International : répondre à l'urgence des enfants et jeunes de la rue au Caire en renforçant la promotion et l'accès aux droits.**

Subvention de 210 800 euros qui vise à soutenir le Samusocial Egypte et le renforcement de son partenariat avec la structure associative égyptienne Ana El Masry.

Ces deux acteurs sont membres de l'*Egyptian Child Protection Network*. L'objectif est de poursuivre le développement en Egypte de la méthode d'urgence sociale du SSI qui apporte une réponse adaptée à la situation des personnes socialement exclues, vivant dans la rue, dans les contextes urbains. Le Samusocial est un dispositif permettant d'agir à plusieurs niveaux à la fois sur le plan de l'aide d'urgence, le développement et le plaidoyer.

Le projet présenté par le Samusocial International pour 2015 et 2016 prévoit la prise en charge socio-sanitaire de 500 enfants et jeunes de la rue, le renforcement de la coordination entre les acteurs associatifs et publics impliqués dans cette prise en charge au Caire avec la poursuite de la formation de 120 professionnels et enfin l'information du public pour changer le regard porté sur les enfants et jeunes de la rue en Egypte.

**Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) : Relever les défis alimentaires, de la pauvreté, de l'emploi, écologique et climatique - Renforcement d'organisations paysannes et d'organismes d'appui aux agricultures paysannes du Sud (Mali, Sénégal, Togo, Madagascar, Haïti, Cambodge, Laos, Vietnam, Nicaragua, Honduras, Bolivie, Guatemala, Mongolie, Equateur, Pérou, Colombie, Brésil)**

Subvention de 1 450 000 euros (31% du coût total) pour une convention-programme d'une année dans 17 pays.

Ce programme prévoit : (i) le soutien à des initiatives innovantes de développement rural, de gestion des ressources naturelles et de lutte contre le changement climatique, menées par des partenaires locaux d'AVSF (ONG, organisations paysannes, collectivités locales) ; (ii) la capitalisation de ces expériences et la diffusion de leurs résultats, pour contribuer à l'évolution des pratiques et à leur intégration dans les politiques publiques ; (iii) le plaidoyer et le dialogue stratégique, ainsi que l'accompagnement d'AVSF dans la mise en œuvre son projet associatif. Avec 75 projets de terrain, ce programme devrait toucher 100 000 familles paysannes vivant dans des régions vulnérables et une centaine d'organisations paysannes.

**Inter-Réseaux Développement Rural : Décloisonner les approches et les acteurs du développement rural africain par le partage d'informations, le débat et la confrontation des expériences**

Subvention de 835 000 euros (40% du total) à Inter-réseaux Développement rural (IR) pour un projet de 3 ans.

Ce projet permettra : (i) des actions de veille sur le développement rural en Afrique, de compilation et de diffusion de l'information ; (ii) l'animation du réseau des membres de l'IR et l'appui à la mise en œuvre d'actions communes ; (iii) l'animation thématique et la publication de documents techniques ; (iv) l'appui-conseil aux membres, notamment pour la conduite de projets spécifiques. Ce projet permettra d'accompagner la structure IR dans la mise en œuvre de son plan d'orientation stratégique 2012-2016.

**Peuples Solidaires : Renforcement du pouvoir économique et politique des femmes dans les zones rurales pour l'amélioration durable de leurs conditions de vie, régions de Tambacounda et de Kédougou, Sénégal.**

Subvention de 420 750 euros pour le financement d'un projet de renforcement du pouvoir économique et politique des femmes dans les zones rurales pour l'amélioration durable de leurs conditions de vie, dans les régions de Tambacounda et de Kédougou au Sénégal.

Le projet vise les 3 objectifs suivants : (i) Renforcer les capacités des femmes à revendiquer leurs droits et être actrices des prises de décisions au niveau local, (ii) Accompagner les femmes dans le contrôle et le développement de leurs moyens de subsistance, et (iii) Appuyer le développement d'un réseau d'organisations de la société civile capable d'agir du local au global. Des actions de type

animation-sensibilisation, appui à des filières agricoles de la production à la commercialisation, et de plaidoyer, seront menées tant au Sénégal qu'en France.

### **Enfants et Développement : Bien-être social et sanitaire des populations en zones non loties de Ouagadougou (Burkina Faso)**

Subvention de 377 297 euros pour le financement d'un projet intitulé « Bien-être social et sanitaire des populations en zones non loties de Ouagadougou ».

Il vise à apporter une réponse combinant un accompagnement social des familles vivant dans 3 zones de la capitale burkinabè et un renforcement des services de santé. L'accompagnement social des familles vers la résolution de leurs problèmes, en particulier de santé, sera complété par l'amélioration de l'accès des familles aux soins de santé maternelle et infantile via la décentralisation de ces services au cœur des quartiers et un service de micro assurance. Les résultats attendus par le projet sont (i) un recours et un accès aux soins des personnes vulnérables des 3 zones non loties améliorés, (ii) un projet institutionnel des partenaires médico-sociaux actualisé et (iii) une mise en réseau des acteurs associatifs et publics consolidée.

De nombreuses actions seront menées pour atteindre ces résultats : suivi socio-sanitaire, animations collectives, mobilisations communautaires sur certaines thématiques sanitaires et sociales, appuis stratégiques aux structures sanitaires, réalisation de projets d'établissement des structures sanitaires concernées par le projet, formation d'acteurs sur la santé maternelle et infantile, dotation en équipements, etc.